

Chambre des Libertés Individuelles

PS3

N° RG 13/00433
du 17/06/2013

JLR/VT

EXTRAIT DES MINUTES DE LA COUR D'APPEL DE DOUAI

Cour d'appel de Douai

ORDONNANCE DU 17/06/2013

N° de Minute :

République Française
Au nom du Peuple Français

APPELANT :

M. [REDACTED]
né le 25 Septembre 1984 à HAMMAMED
de nationalité Tunisienne

Comparant en personne

Assisté de Maître CHAMPAGNE, avocat au barreau de DOUAI, avocat
commis d'office

INTIMÉ :

Monsieur le Préfet du Nord représentant L'Etat
Absent

CONSEILLER DÉLÉGUÉ : Renaud DELOFFRE, conseiller, désigné par ordonnance du 04/03/2013
pour remplacer le premier président empêché

GREFFIER : Véronique THIERY

DÉBATS : à l'audience publique du 17/06/2013 à 10h00

ORDONNANCE : prononcée publiquement à Douai, le 17/06/2013 à 12h53

*
* *

0001/010

06:51 2107 min 61

7672980760

0320852492

ordre de maître

- Que rien ne permet de dire que les autorités tunisiennes vont délivrer un laissez-passer.
- Qu'aucune date de retour n'a été fixée ni aucun vol réservé et que l'administration ne justifie pas avoir effectué les diligences requises.

MOTIFS DE L'ARRET.

Attendu que le premier juge a très justement relevé que l'absence de document de voyage était assimilable à une perte de document de voyage plaçant la préfecture dans l'impossibilité d'exécuter la mesure d'éloignement et justifiant en conséquence une seconde prolongation de rétention administrative dans le cadre de l'article L.552-7 du Cesda.

Que le moyen soutenu en sens contraire doit donc être rejeté.

Attendu par ailleurs que l'administration justifie avoir, par courrier du 19 mai 2013, sollicité l'identification de l'intéressé ainsi qu'un laissez-passer consulaire le concernant et qu'elle justifie également avoir, par courrier du même jour, entrepris les démarches nécessaires pour son éloignement puisqu'elle a fait le nécessaire par télécopie du 19 mai pour la réservation d'un vol à destination de la Tunisie pour la période du 6 au 13 juin, que l'intéressé a été entendu à deux reprises par son consulat, que les services de préfecture ont relancé ce dernier par courrier du 6 juin et que le consulat a répondu que l'enquête était en cours.

Que l'administration a effectué toutes les diligences requises par l'article L.554-1 du Cesda et n'a pas à démontrer le délai dans lequel devrait intervenir la délivrance d'un laissez-passer, cette dernière ressortissant de la compétence discrétionnaire des autorités consulaires tunisiennes.

Qu'aucun des moyens d'appel n'étant pertinents, il convient de confirmer l'ordonnance déferée.

PAR CES MOTIFS

Déclare l'appel recevable ;

Confirme l'ordonnance déferée ;

Autorise la seconde prolongation de la rétention de Monsieur [REDACTED] pour une durée maximale de vingt jours dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire à compter du 13/06/2013 à 17h20.

Invite l'administration à faire examiner le plus rapidement possible l'intéressé par un psychiatre

Le Greffier

Véronique THIERY

Le Conseiller Délégué

Renand DELOFFRE

Décision notifiée le 17/06/2013,

à :

- L'intéressé
- Préfet du Nord
- Monsieur le procureur général

dispositif